

FONCIER INDUSTRIEL

L'État décide de récupérer les assiettes non utilisées

L'Etat récupérera le foncier industriel attribué par décision administrative mais qui n'a toujours pas été utilisé. La loi de finances 2012 devra instituer l'assise légale à cette opération. C'est ce qu'a indiqué jeudi, au Sénat, le ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise, Mohamed Benmeradi.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le gouvernement a retenu de créer d'ici cinq ans 36 nouvelles zones industrielles conformes aux standards internationaux. Il mobilisera, pour ce faire, 8 000 ha, a indiqué jeudi, au Sénat, le ministre de l'Industrie, de la Petite et Moyenne entreprise, Mohamed Benmeradi. Echaudé par les ratés nombreux de la politique industrielle telle que définie dans les années passées, notamment en matière de création de zones industrielles et d'activités, le gouvernement semble s'être éveillé à la nécessité de faire mieux et autrement. Jusque-là, pas moins de 22 000 ha ont été dégagés pour abriter les 77 zones industrielles et d'activités. Les investissements n'ont pas suivi, du moins pas dans les proportions attendues. La plupart des zones industrielles et d'activités se sont détériorées, après que l'Etat eut cessé dans les années 1990 d'apporter son aide. Ce n'est qu'en 1998 qu'il a entrepris de réorienter son effort vers la réhabilitation des dites

zones. En tout, il a accompli 160 opérations de réhabilitation avec un coût global de 28 milliards de dinars. Le plan quinquennal 2010-2014 retient un budget supplémentaire de plus de 19 milliards de dinars. Ceci pour, principalement, l'aménagement de 36 nouvelles zones industrielles, selon les normes internationales. L'objectif étant que ces zones puissent être attractives et attirent les investisseurs qui n'ont de cesse de se plaindre du problème, épineux, il faut le redire, de l'accès au foncier industriel. C'est également dans cette perspective de facilitation de l'accès aux terrains d'assiette dédiés à l'investissement dans les PME et PMI que le gouvernement a confié aux walis la gestion de 1 000 ha de foncier industriel supplémentaires. Par ailleurs, l'Etat a décidé, selon Benmeradi, de récupérer le foncier industriel attribué par actes et décisions administratifs mais qui n'a pas été utilisé. Cette décision sera rendue effective dans le cadre de la loi de finances 2012.



Benmeradi mettra 8 000 ha à la disposition de 36 nouvelles zones industrielles.

La firme BMW s'établira à Guelma

Si le projet d'usine de montage de voitures en Algérie du constructeur français Renault reste toujours hypothétique, il est, en revanche, de fortes probabilités de voir débarquer la firme allemande BMW. Seulement, ce n'est pas pour monter des bolides haut de gamme mais pour la construction de cyclomoteurs au niveau du complexe de fabrication de cycles et de cyclomoteurs de Guelma. C'est ce qu'a indiqué jeudi le ministre de l'Industrie qui a fait part d'un projet de partenariat algéro-allemand avec le ministère de la Défense nationale pour la création d'une joint-venture de construction de cyclomoteurs. «Les négociations sont en cours avec le groupe BMW qui a montré un intérêt pour le projet», a indiqué Benmeradi, précisant que ce partenariat intéresse la direction des industries militaires du ministère de la Défense nationale et la firme allemande.

Reprise des négociations avec Renault en octobre
Avec le constructeur automobi-

le français, Renault, qui a eu à faire part de son intérêt à investir dans le montage de véhicules en Algérie, le ministre de l'Industrie a affirmé que les négociations reprendront en octobre prochain, rappelant que la dernière réunion entre les deux parties remonte à juin dernier. Le projet Renault, rap-

pelons-le, est estimé à 1 milliard d'euros et porte sur la production de 150 000 véhicules par an en Algérie.

Etat-ArcelorMittal, l'aventure continue

Le ministre de l'Industrie a confirmé jeudi la reconduction du contrat de partenariat entre l'Etat et ArcelorMittal. Benmeradi a expliqué que le géant mondial de l'acier est «arrivé à un moment où il doit décider de faire investissement complémentaire. Comme nous sommes partie prenante de la société, l'Etat a décidé de continuer l'investissement d'autant que c'est une production très importante pour l'économie nationale».

Rappelons que ArcelorMittal a signé en 2001 une convention de partenariat et d'investissement avec l'Etat algérien.

La convention expire en octobre 2011. «Etant donné que c'est la seule société qui produit de l'acier, nous envisageons de faire d'autres investissements dans l'aciérie, bien que l'investissement dans ce domaine nécessite 4 à 5 années», a développé Benmeradi.

S. A. I.

EFFACEMENT DES DETTES DES AGRICULTEURS Dossier définitivement clos

L'effacement des dettes des agriculteurs a été remis au goût du jour, jeudi, au Sénat. Rachid Benaïssa a dû s'expliquer, une fois de plus, sur un dossier qui poursuit de faire couler de l'encre et de la salive. «Le dossier est clos», a-t-il indiqué, en réponse à un sénateur qui s'est intéressé au dossier. «77 479 agriculteurs ont bénéficié de l'effacement de leurs dettes. Ce qui a coûté au Trésor public 36 milliards de dinars, dont 19 milliards pour couvrir les crédits Badr et 16 milliards de dinars pour couvrir les crédits de la Caisse nationale d'aide à l'agriculture», a spécifié Benaïssa. Le ministre a, par ailleurs, révélé que 500 000 agriculteurs ont remboursé leur crédit de campagne R'fig octroyé lors de la saison 2010, ce qui équivaut à un taux de remboursement national de 90%. Ces crédits ont atteint les 20 milliards de dinars. Enfin, s'agissant de la campagne céréalière 2010-2011, le ministre a fait cas d'un bilan définitif de 42 millions de quintaux.

S. A. I.

FORMATION PROFESSIONNELLE Création d'un observatoire national

Le ministre de la Formation professionnelle, El Hadi Khaldi, a indiqué, jeudi, au Sénat, qu'un projet de décret exécutif portant création de l'observatoire national de la formation et de l'enseignement professionnels est au niveau du secrétariat général du gouvernement.

Cet observatoire a été prévu, a précisé le ministre, dans le cadre de la loi d'orientation de la formation professionnelle adoptée en 2008. Citant une récente étude de l'ONS, le ministre a souligné que 87,5% des diplômés des centres de formation s'intègrent aisément dans le marché de l'emploi, contre seulement 12% qui trouvent des difficultés d'insertion dans la vie active. Pour lui, ces derniers suivent des filières qui n'offrent pas de perspectives d'embauche, tant ces spécialités ne sont pas sur le marché du travail. Aussi, le ministre préconise-t-il des programmes de formation selon la demande.

Cette réorientation a fait l'objet d'une instruction du Premier ministre. Khaldi a fait également savoir que pour améliorer la formation, il a été décidé la création d'une commission chargée de l'examen de l'orientation, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale.

S. A. I.

L'ENTREPRISE COJAAL PLIE BAGAGE

Le tronçon d'El Tarf de l'autoroute Est-Ouest à l'arrêt

Les travailleurs algériens du consortium japonais Cojaal, du groupe 04 relevant du camp 07, sont entrés dans un mouvement de protestation illimité, depuis jeudi dernier, jusqu'à satisfaction de l'ensemble des revendications contenues dans une pétition adressée aux autorités centrales et locales et dont nous détenons une copie.

Il est, par ailleurs, mentionné en introduction de ladite pétition : «Les autorités locales nous ont indiqué que l'entreprise se trouve dans l'incapacité de continuer les travaux à partir du 8 août 2011 pour faute de moyens financiers. Mais dès que l'entreprise améliore sa situation budgétaire, les travaux de l'autoroute reprendront, effectivement. Nous avons saisi avec sérénité les difficultés subies par Cojaal qui a procédé, cepen-

dant, au licenciement des travailleurs locaux. Une opération qui s'achèvera par la résiliation de tous les contrats le 20 du mois en cours». «Malheureusement, nous avons appris, récemment, que Cojaal vient de décider du transfert du groupe 04 avec l'ensemble des engins et des machines vers les camps 4, 5 et 6 et d'abandonner la camp 07 afin de terminer le tronçon reliant Constantine à Azzaba, dans la wilaya de Skikda.

Aussi, s'avère-t-il, que l'entreprise dispose de moyens financiers lui permettant de continuer les travaux sur le tronçon de 88 km de la wilaya d'El Tarf avec le même groupe de travailleurs algériens. Mais l'entreprise a changé de stratégie en privilégiant le tronçon Constantine-Skikda au détriment de notre wilaya.

Reste que nous dénonçons l'abandon par Cojaal du tronçon de la wilaya d'El Tarf», peut-on encore lire dans ledit document. Les principales revendications des travailleurs qui sont en sit-in ouvert sur leur lieu de travail, concernent, autre autres, le non-transfert des engins et des machines hors wilaya, l'interven-

tion des autorités nationales et locales pour pousser l'entreprise japonaise à continuer la réalisation du tronçon de la wilaya, l'annulation de toutes les décisions de licenciement des travailleurs locaux établies le 8 août 2011, la réouverture de la carrière de Metroha dans la commune d'El Tarf, et ce, pour l'entame des travaux de compactage, l'entame du travail au niveau du PK 398 jusqu'au PK 424 avec le même groupe de travailleurs locaux et l'interdiction de recruter toute personne hors wilaya.

Les problèmes insurmontables et inextricables rencontrés par le cartel japonais Cojaal aura certainement des conséquences catast-

rophiques sur les délais de livraison de l'autoroute et sur son coût financier global. Une réalité qui va à contre sens des déclarations triomphalistes du ministre des Travaux publics qui a indiqué, catégorique, que le tronçon de la wilaya d'El Tarf sera achevé avant la fin de l'année 2011, lors de l'inauguration du tronçon de 53 km reliant Aïn Charchar dans la wilaya de Skikda et Aïn Ben Baida à la lisière des wilayas d'Annaba, El Tarf et Guelma. Quoi qu'il en soit, le projet dit du siècle ne verra pas le jour de sitôt et les responsables des multiples retards et autres surcoûts de réalisation ne seront point inquiétés.

Daoud Allam